

# Les forces de l'ordre en panne sèche de budgets

Les crédits ont tant chuté que des mairies paient voitures et fournitures aux agents.

JEAN-MARC LECLERC [jmleclerc@lefigaro.fr](mailto:jmleclerc@lefigaro.fr)

**SÉCURITÉ** La Grande Maison est sans le sou et la Grande Muette connaît des fins de mois difficiles. En octobre dernier, les gendarmes craignaient pour leur budget de carburant. Manuel Valls fut obligé de débloquer in extremis une enveloppe de plusieurs millions d'euros. Les syndicats de policiers alertent aujourd'hui sur la situation financière désastreuse dans les commissariats, tant à Paris qu'en province. « Ce problème récurrent a pris des proportions inquiétantes depuis début septembre », dit Patrice Ribeiro, le secrétaire général de Synergie-Officiers.

« Tout se dégrade à toute vitesse », renchérit Frédéric Péchenard, ancien directeur général de la police. Selon lui, « l'Intérieur a beau mettre en avant un budget global préservé, il ne dit pas tout. Sur les 9 milliards de budget de la police, 8 milliards concernent les traitements et pensions. Mais les crédits de fonctionnement ne cessent de baisser. De 1,2 milliard en 2010 à 900 millions euros aujourd'hui », corrige ce préfet.

Les recrutements opérés sous Valls ? « Il n'y en a pas autant qu'on le dit et, à 50 000 euros le coût moyen annuel par nouvel agent embauché, c'est, de toute manière, une politique illusoire. Mieux vaut moins de policiers, mais bien formés

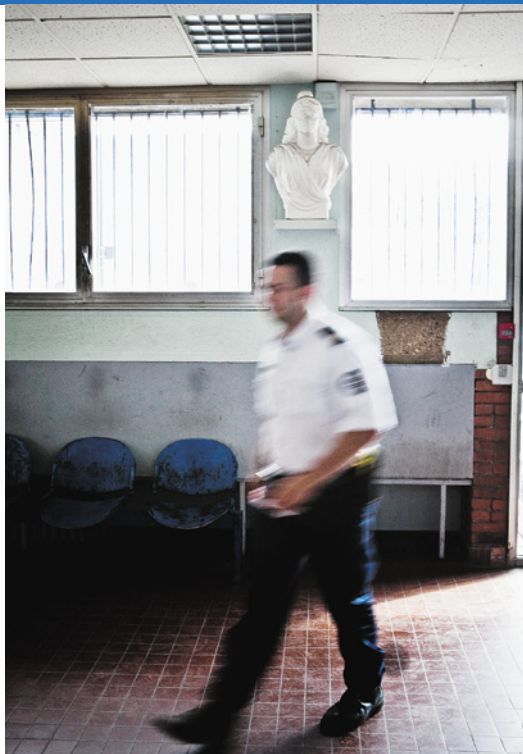
et bien équipés, que des effectifs en nombre, privés de voitures de patrouille et munis de gilets pare-balles périmés pour certains », résume le préfet Péchenard.

Pour l'heure, la paupérisation s'accroît. « On ne compte plus les services où les véhicules sont poussés au-delà de 160 000 kilomètres. Les hommes sont obligés de s'acheter stylos, carnets, papiers, porte-menottes », déplore Jean-Paul Mégret, au Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP). À l'entendre, « les retards de paiement dans les factures se multiplient. Entre septembre et février, les patrons sont invités à bloquer tout engagement de dépenses pour les fournitures, le mobilier ».

## Policier et traducteur

Le pétrolier Total négocie l'étalement des paiements de l'État pour l'essence. Même le Quai des Orfèvres et ses brigades satellites subissent des coupes claires, l'administration négociant ainsi sur les frais de déplacement ou ceux des traductions. Que les agents sont parfois incités à réaliser eux-mêmes...

Pour pallier la crise, « des mairies et des départements mettent de plus en plus la main à la poche », constate le commissaire Mégret. Les Alpes-Maritimes décrochent la palme avec, depuis 2006, 900 000 euros versés par le conseil général pour du matériel : logiciels, détecteurs d'indices, lecteurs automatisés de



Un policier passe devant un buste de Marianne, dans le commissariat de Saint-Denis.

plaques d'immatriculation, transmetteurs radio, balises GPS, amplificateurs de vision nocturne, VTT, scooters. Sans oublier les investissements immobiliers de Christian Estrosi, l'actuel maire UMP de Nice, qui a permis la livraison de 13 brigades de gendarmerie et 2 commissariats. « Certes, l'État verse un loyer pour ces implantations, mais elles rapportent moins que cela ne coûte au conseil général », assure son président, Éric Ciotti.

Parmi les villes qui aident : Vincennes, Champigny-sur-Marne, Colombes... Orléans s'y refuse, « pour inciter l'État à assumer sa mission régaliennne », déclare l'UDI Florent Montillot, maire adjoint de la ville chargée de la prévention. Aulnay-

sous-bois (Seine-Saint-Denis) a acheté trois véhicules sérigraphiés au commissariat et une Peugeot 208 banalisée. « La ville paie l'essence, les réparations. Elle a fourni 6 bureaux, 2 fauteuils, 2 armoires, 2 portables, selon des accords ancestraux », dit son maire, Bruno Beschizza.

Côté gendarmerie, « le peloton de surveillance des centrales EDF est essentiellement payé par l'opérateur d'électricité », confie un préfet. L'État, désargenté, ne peut tout faire. Mais chez Bernard Cazeneuve, à l'Intérieur, on veut dramatiser. Il n'a pas échappé au ministre que les syndicats de police seront bientôt en élections... ■

VINCENT NGUYEN/RIVA PRESS